

# Les observatoires ruraux à Madagascar

## Une méthodologie originale pour le suivi des campagnes

Isabelle Droy,  
Raphaël Ratovoarinony  
et François Roubaud<sup>1</sup>

---

Un des objectifs majeurs du projet Madio étant d'analyser les conditions de relance de l'offre productive, la mobilisation d'informations statistiques sur le secteur agricole est d'emblée apparue indispensable pour apprécier les conditions d'ajustement dans ce secteur. Le diagnostic était d'autant plus nécessaire que le système de statistiques agricoles était en panne, alors que les campagnes ont subi un véritable bouleversement depuis le milieu des années 1980, avec la libéralisation des prix et des circuits de commercialisation, sans que l'impact de ces mesures n'ait jamais été évalué. Pour répondre à ce besoin, le projet Madio a mis en place une méthodologie originale à travers la création de quatre observatoires ruraux. C'est cette expérience qui est présentée. Dans un premier temps, le contexte de la mise en place d'observatoires ruraux dans la cadre de Madio est rappelé, puis on décrit leurs principales caractéristiques et on procède au bilan de leurs quatre premières années d'existence. Enfin, les perspectives qui se dessinent, notamment à travers la constitution d'un véritable réseau d'observatoires ruraux à Madagascar, sont présentées en conclusion.

---

En matière d'analyse économique à Madagascar, faire l'impasse sur le secteur agricole, qui mobilise près de 80% de la population active, eut relevé de la gageure, tant il est impensable d'envisager un processus de croissance durable et équitable à Madagascar dont le monde rural serait tenu à l'écart. Pour le projet Madio, la mobilisation d'informations statistiques sur le secteur agricole s'est avérée d'autant plus indispensable que le dispositif statistique dans ce domaine était notablement déficient. Lors de la mise en place du projet Madio en 1994, le dernier recensement agricole datait de dix ans (1984), et aucune enquête

d'envergure n'avait été entreprise depuis (Rakotomanana, 1994). Pourtant, les campagnes avaient subi un véritable bouleversement depuis le milieu des années 1980, avec la libéralisation des prix et des circuits de commercialisation.

Dans ce contexte, le projet Madio se devait de travailler sur ce champ d'investigation lié à la statistique agricole. Restait à définir sous quelle forme. Très clairement, Madio n'avait ni les moyens ni la vocation de réaliser une enquête agricole classique au niveau national. Cette option était d'autant moins pertinente que le ministère de

---

<sup>1</sup> Isabelle Droy, chercheur à l'IRD, a travaillé au sein du projet Madio de 1995 à 1999. Raphaël Ratovoarinony est responsable des observations rurales du projet Madio. François Roubaud est chercheur à l'IRD en poste à Dial ; il a été responsable à Madagascar du projet Madio de 1994 à 1999.

l'Agriculture projetait de réaliser une enquête agricole de base, pour actualiser le recensement de 1984, avec l'appui financier de l'Union européenne. C'est pourquoi Madio a décidé d'expérimenter une méthodologie originale, à savoir la mise en place d'observatoires en milieu rural.

## **La mise en place des observatoires ruraux : un bref rappel historique**

La constitution des observatoires ruraux est, de toutes les opérations mises sur pied par le projet Madio, celle qui se rapproche le plus du champ de compétence et des centres d'intérêt traditionnels de l'IRD (Institut de recherche pour le développement, ex-Orstom). En plusieurs décennies, l'Orstom a produit un corpus conséquent de travaux d'anthropologie économique, de sociologie ou de géographie en milieu rural africain, dont les monographies villageoises constituent l'archétype. Si on ne peut dénier l'importance de ce type de recherche et la qualité des études produites, cette spécialisation s'est vue au fil du temps de plus en plus critiquée, notamment par les partenaires de l'Orstom (bailleurs de fonds, opérateurs du développement). Une double critique a été adressée à ces travaux :

- leur questionnement n'intègre pas suffisamment la dimension économique, et plus particulièrement macroéconomique, alors qu'elle est devenue le principal centre de préoccupation des bailleurs de fonds et des États africains, avec la généralisation des ajustements structurels ;
- pour fouillées qu'elles soient, les monographies portant sur de "micro-terrains" ne se prêtent pas aux tentatives d'extrapolation des résultats<sup>2</sup>.

Ainsi, ces travaux ont largement contribué à forger l'image d'une recherche orstomienne morcelée, extrêmement longue, gratuite (scientifiquement) et coûteuse (financièrement), peu propice aux applications, et donc finalement inutile au développement. Leur légitimité est devenue d'autant plus problématique que les universitaires abandonnaient progressivement cette voie de recherche, jugée dépassée, isolant l'Orstom du reste de la communauté scientifique. La remise en question s'est finalement faite jour au sein même de l'Orstom, affecté au début des années 1990 par le

<sup>2</sup> Ces critiques, bien que fondées, ne doivent pas cependant masquer le fait que le corpus de travaux accumulés jusqu'au début des années 1980 est encore utilisé par des opérateurs sur le terrain, quand ceux-ci arrivent à se les procurer. En effet, les logiques sociales mises en évidence à travers ces études permettent souvent de mieux comprendre les stratégies actuelles des différents acteurs.

syndrome de la "grande synthèse", la direction générale invitant quelques chercheurs à s'atteler à une entreprise de compilation de cette multitude de monographies, pour en extraire des résultats plus généraux et publiables ; cette synthèse n'a finalement jamais vu le jour.

À cette époque, la mise en place du programme Ocisca (Observatoire des changements institutionnels et sociaux au Cameroun) au sein du département Sud (Société-urbanisation-développement) de l'Orstom a été perçue comme une réponse originale à la critique portée contre l'approche monographique. D'une part, il s'agissait d'analyser la réponse aux politiques économiques des acteurs sociaux trop souvent délaissés par les promoteurs de l'ajustement structurel de la première génération. D'autre part, le programme se proposait d'élaborer des dispositifs de suivi dans le temps pour étudier les processus de changement, et ne plus se contenter d'un point de vue "structuraliste", fondamentalement atemporel. Enfin, la pluridisciplinarité, vieille antienne de l'Orstom, était censée contrebalancer l'"économisme" impérial et réducteur des "développeurs".

Lorsque les discussions pour la création du projet Madio se sont engagées en 1992-93 entre Dial et le département Sud de l'Orstom, l'euphorie sur l'aspect novateur et le bien-fondé du programme Ocisca, considéré comme la réponse de l'Orstom au programme DSA (Dimensions sociales de l'ajustement en Afrique subsaharienne) de la Banque mondiale, était tel que l'Orstom a proposé qu'un "Ocisma", frère cadet de son aîné camerounais, soit monté à Madagascar, s'inscrivant dans un processus plus large d'essaimage.

Cette option a finalement été rejetée. D'une part, elle ne correspondait pas aux objectifs que se fixait le projet Madio, notamment dans sa composante d'analyse macroéconomique, absente du dispositif Ocisca. D'autre part, les préférences en matière d'implantation institutionnelle n'étaient pas les mêmes (centre de recherche universitaire pour Ocisca, administration économique pour Madio). Entre-temps, le programme Ocisca rencontrait d'importantes difficultés sur le terrain, et faisait l'objet d'évaluations mitigées.

En fin de compte, la seule filiation que le projet Madio a gardée du programme Ocisca est le concept d'observatoires ruraux. Mais là encore le lien est ténu. Les chercheurs orstomiens de Dial qui opéraient au Cameroun parallèlement à Ocisca, pour le compte de la Coopération française et du ministère camerounais du Plan, portaient un regard critique sur le dispositif Ocisca. Ses points faibles

par rapport aux ambitions de Madio étaient de deux ordres :

- l'aspect proprement économique du questionnement apparaissait déficient, alors qu'il constituait le but premier de Madio ;
- la gestion statistique des enquêtes laissait à désirer (échantillonnage, contrôle de qualité et analyse des données), rendant leur exploitation délicate. L'absence de statisticiens professionnels dans la première équipe d'Ocisca explique ces carences. Si cette absence ne pose pas de problème majeur dans l'approche de type monographique, elle devient rédhibitoire lorsqu'il s'agit de réaliser des enquêtes quantitatives à passages répétés.

Finalement, si la perspective "observatoire", au demeurant assez floue, a été conservée par le projet Madio, les options prises ont cherché à éviter les travers précédents. Pour les observatoires ruraux comme pour le reste du projet Madio, économie et statistique constituent donc les compétences mobilisées à titre principal, partant du principe que la pluridisciplinarité mal maîtrisée constitue plus une source d'errements qu'un atout. Si la problématique est résolument économique, et l'instrumentation statistique, le projet Madio a su garder une ouverture disciplinaire manifeste pour les observatoires ruraux. En effet, en intégrant comme responsable des observatoires un chercheur géographe de l'Orstom, bon connaisseur du milieu rural malgache et des opérateurs œuvrant dans ce domaine (organisations non gouvernementales, projets de développement), le projet Madio s'est donné les moyens d'une synergie fructueuse entre la prise en compte des réalités du terrain, particulièrement complexes à Madagascar compte tenu de l'enclavement des campagnes, et la maîtrise des méthodes d'analyse. Ainsi, le choix des sites d'observation et des partenaires locaux a été assuré par le géographe responsable des observatoires, tandis que la stratégie d'enquête (échantillonnage, collecte, saisie) et le traitement des résultats ont bénéficié de l'expérience de professionnels de ces questions (Droy, 1995).

Cette mise en commun des compétences a finalement permis de transformer une initiative expérimentale en un instrument de connaissance bien rodé, et qui a fait ses preuves.

## **Les observatoires ruraux à Madagascar**

Bien que développés de façon indépendante et largement "artisanale", les observatoires ruraux mis en place par le projet Madio s'inscrivent au sein de la famille composite des observatoires socio-

économiques, qui se sont multipliés depuis les années 1980 en Afrique subsaharienne, notamment dans le cadre des programmes de l'Orstom. Un ouvrage récent a cherché à capitaliser les expériences éparses et souvent hétérogènes de cette nouvelle méthode d'investigation (Clignet, 1998).

### **Qu'est-ce qu'un observatoire socio-économique ?**

Emprunté à l'astronomie, le terme "observatoire" est de plus en plus utilisé pour désigner une forme particulière de système d'information. L'utilisation de l'outil "observatoire" dans les sciences économiques et sociales a été développée à la fin des années 1980, après l'application d'une méthode similaire pour l'exploitation de données hydrologiques ou biologiques.

Les observatoires socio-économiques ont été créés sous l'influence d'approches nouvelles du développement, mettant en particulier l'accent sur la réduction de la pauvreté, la lutte contre l'exclusion ou le développement humain durable. Tous ces thèmes "*ont en commun d'exprimer, sous des formes différentes, l'importance des déséquilibres sociaux du monde actuel, et la nécessité d'orienter de façon plus sociale les actions de développement et les politiques économiques*" (Dubois, 1998, p. 178).

Les observatoires socio-économiques "*permettent l'évaluation d'un changement, par exemple de l'impact de mesures politiques prises à un niveau global, en s'intéressant aux effets de ces mesures sur une ou plusieurs populations pré-identifiées*" (Piron, 1998, p. 226). En effet, l'objectif essentiel des observatoires est l'identification des dynamiques d'amélioration ou de régression qui affectent les populations et leur niveau de vie à travers un certain nombre d'indicateurs.

Un observatoire socio-économique présente quelques caractéristiques propres, qui sont "*la focalisation sur une catégorie sociale particulière pendant une période donnée, la permanence de l'observation pour suivre l'évolution des comportements, et la combinaison de méthodes quantitatives pour décrire une situation, et qualitatives, pour expliquer cette situation*" (Dubois, 1998, p. 182).

### **Quatre sites d'observation pour illustrer la diversité régionale**

Madagascar, par la diversité de ses reliefs et de ses climats, présente des situations agro-écologiques très variées. La répartition géographique de la population est aussi très inégale, ce qui conditionne

des systèmes agricoles plus ou moins intensifs selon les régions. La prise en compte de cette diversité est indispensable pour la définition de politiques de développement rural adaptées.

### Le choix des sites

En l'absence de base de sondage récente et fiable<sup>3</sup>, les sites des observatoires ruraux ont été sélectionnés par une méthode de choix raisonnés. Cette sélection ne peut donc prétendre à une quelconque représentativité régionale ou nationale, au sens statistique du terme. Un observatoire est un espace restreint, limité à quelques villages, choisis pour illustrer une des problématiques clefs de l'agriculture malgache.

Une première sélection de sites a été réalisée en fonction des critères suivants :

- la grande zone agro-climatique et le système de production dominant (culture de rente, culture vivrière, pêche ou élevage) ;
- la densité démographique, la composition ethnique de la population, les mouvements migratoires ;
- l'accessibilité ou l'enclavement : existence de routes ou de pistes permettant l'évacuation des produits, distance aux marchés et aux centres urbains secondaires ;
- les structures d'appui ou d'encadrement : état des services de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche, existence (actuelle ou passée) de projets de développement (organisations non gouvernementales, coopérations bilatérales ou multilatérales).

Cette première identification des sites a été confrontée avec un indicateur de développement des Fivondronana<sup>4</sup> établi par la direction de la Planification régionale du ministère du Plan. Cet indicateur synthétique de développement provenait de données sur l'accessibilité physique de la région, sur les équipements socio-collectifs disponibles (santé, éducation), sur les infrastructures de base (eau, électricité, poste, téléphone) et sur l'accès aux services d'appui économique de l'État ou du secteur privé (services d'encadrement, établissements

<sup>3</sup> La création ou la mise à jour d'une telle base de sondage est hors de portée du projet des observatoires ruraux de Madio.

<sup>4</sup> En 1995, le découpage administratif du territoire malgache comprenait quatre niveaux : les 6 Fariitany (ou provinces) étaient eux-mêmes divisés en 111 Fivondronana ; en dessous venaient les Firaisana, puis les plus petites unités, les Fokontany. Un nouveau découpage administratif a été mis en place en 1997 : le niveau des Fokontany a disparu, et les Firaisana ont été remplacés par des communes, avec selon les zones, des limites territoriales différentes des Firaisana. Les autres échelons administratifs ont été conservés.

financiers, sociétés de commercialisation, etc.). Les Fivondronana ont été classés en quatre groupes, des moins avancés (concentrés dans le sud et le sud-est) aux plus développés (plutôt regroupés dans le nord et le nord-est). Les quatre sites choisis pour les observatoires ruraux se répartissent dans chacun des groupes.

### Quatre observatoires, quatre problématiques

Quatre observatoires ruraux ont été créés en 1995, et chacun illustre une problématique de l'agriculture malgache (voir carte). Le choix a été limité à quatre en raison des ressources humaines et financières disponibles pour le projet et du caractère expérimental de la méthode.

*L'observatoire de la plaine côtière Mahafaly (Tuléar) : des populations de pêcheurs et d'agro-éleveurs dans une région aride et enclavée*

La plaine côtière Mahafaly est une zone très enclavée, où la densité de population est faible et dont les villages côtiers sont peuplés par deux ethnies différentes (pêcheurs Vezo, agro-éleveurs Tanalana). Les produits de la pêche sont en grande partie commercialisés, mais dans des conditions défavorables pour les pêcheurs à cause de l'enclavement. Les conditions de vie dans les villages sont très rudes : grandes difficultés d'approvisionnement en eau douce, abandon d'un certain nombre de services publics. La pluviométrie est faible et irrégulière et la sécheresse anéantit souvent les récoltes (comme cela a été le cas en 1995). Dans le cadre de l'observatoire, une collaboration a été établie avec le principal opérateur du développement de la région, qui mène des actions d'appui au développement communautaire intégré de la pêche traditionnelle sur la côte sud de Madagascar.

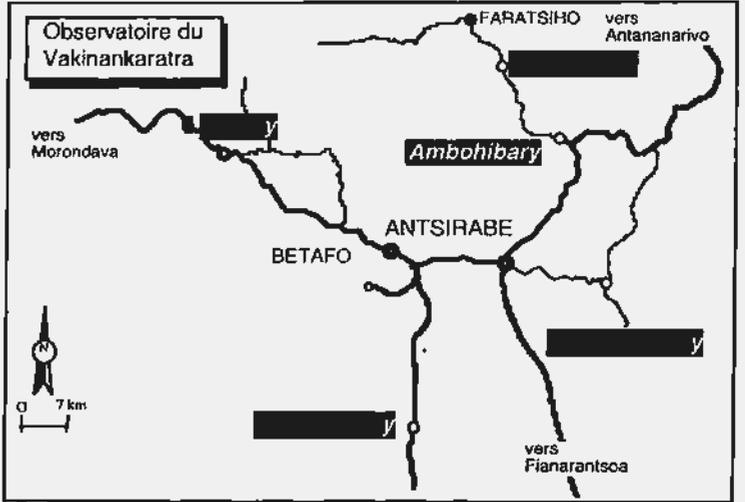
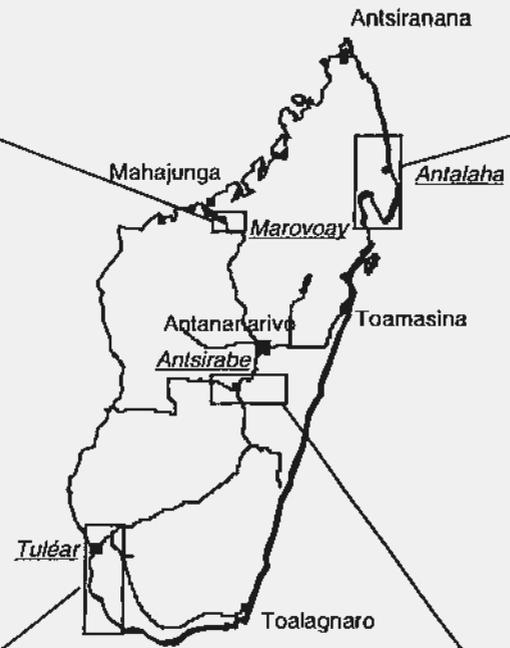
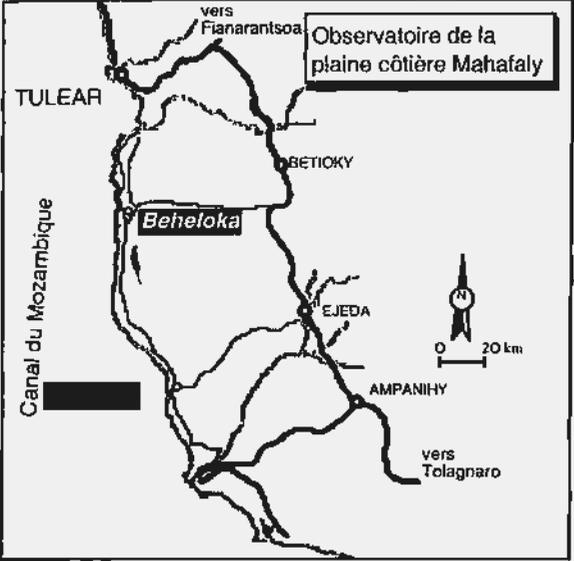
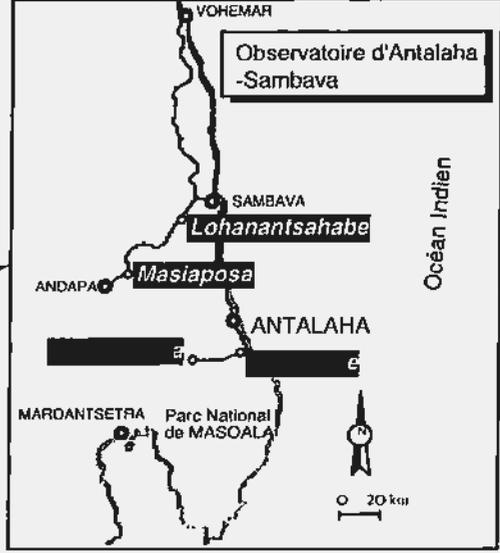
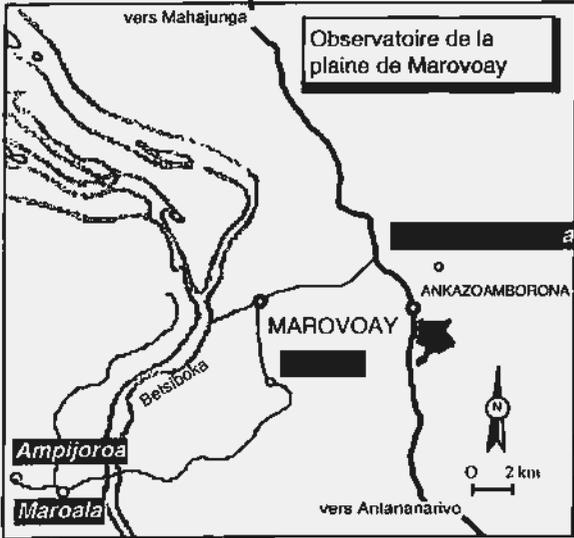
*L'observatoire de la vanille (Antalaha) : l'impact sur les producteurs de la libéralisation du commerce de la vanille*

La région nord-est de Madagascar est connue pour l'importance de sa production en grands produits traditionnels d'exportation : vanille d'abord, mais aussi café, poivre, et girofle. Ces produits ont une place plus ou moins importante dans les systèmes de production paysans, à côté des cultures vivrières (riz, manioc, banane etc.). La libéralisation du commerce de la vanille a eu lieu en mai 1995, et l'observatoire a suivi en temps réel la réaction des producteurs face à cette nouvelle situation.

*L'observatoire du Vakinankaratra (Antsirabe) : la petite agriculture familiale des Hautes-Terres*

Les Hautes-Terres sont la région la plus densément peuplée de Madagascar. Afin d'exploiter au mieux

**LOCALISATION DES SITES D'ENQUÊTES DES OBSERVATOIRES RURAUX MADIO**



**LÉGENDE**

- [rectangle] ε Village d'enquête
- ANTALAHA Centre urbain
- Route nationale
- Route secondaire ou piste
- ~ Rivière, lac, mer

les différentes facettes écologiques liées au relief accidenté, les paysans ont développé un système de cultures diversifiées. Une région centrale des Hautes-Terres, le Vakinankaratra, a été retenue comme site d'observation, illustrant la problématique des petites exploitations familiales tournées vers la riziculture, mais globalement déficitaires en riz.

*L'observatoire de la plaine de la Basse-Betsiboka (Marovoay) : un grand périmètre irrigué rizicole en voie de restructuration*

La plaine de la Basse-Betsiboka a été mise en valeur sous la colonisation et est devenue un des greniers à riz de Madagascar, dont la production était en partie exportée vers l'Europe. Cette région est peuplée essentiellement de migrants venus de plusieurs régions de Madagascar à la recherche d'un emploi salarié et, par la suite, de terres. Comme les autres grands périmètres irrigués, cette zone a été frappée de plein fouet par la crise des années 1980 : crise de l'autorité centrale de gestion du périmètre, rupture des approvisionnements en intrants et matériels agricoles. Les paysans "modernes" de la région, très insérés dans l'économie de marché, ont dû déployer des stratégies de repli ou de reconversion. À l'heure de la réhabilitation des réseaux hydroagricoles et du transfert de leur gestion aux usagers de l'eau, l'observatoire permet de repérer les stratégies des producteurs.

## La méthode d'enquête

### Le suivi d'un panel

Pour chaque observatoire rural, une enquête à passages répétés, sur une base annuelle, est réalisée auprès des ménages. Il s'agit d'une enquête auprès d'un panel, les ménages étant conservés dans l'échantillon d'une année sur l'autre.

Lors de la première campagne d'enquête en 1995, pour chaque observatoire, un échantillon d'environ 500 ménages, répartis sur au moins deux sites (hameaux ou villages), a été constitué, afin de refléter la diversité régionale. Pour certains observatoires, ces ménages correspondaient à la

population totale des villages sélectionnés. Pour d'autres, ils ont été inclus dans l'échantillon par tirage aléatoire simple, après un dénombrement exhaustif des ménages.

Le dénombrement des ménages est effectué au début de chaque campagne d'enquête, afin de retrouver les ménages de l'année précédente, et de connaître le cas échéant les raisons de leur disparition. On peut ainsi prendre en compte les changements de population d'une année sur l'autre (ménages qui ont déménagé ou qui viennent de s'installer). Comme la taille de l'échantillon d'environ 500 ménages pour chaque observatoire est maintenue constante, les ménages disparus sont remplacés par de nouveaux, par tirage aléatoire, soit au sein des villages déjà enquêtés, soit en incluant de nouveaux villages proches, si la population totale est insuffisante (tableau 1).

À la demande des partenaires du projet Madio et des opérateurs du développement, la couverture géographique des observatoires ruraux a été progressivement élargie. Ainsi en 1997, l'observatoire du Vakinankaratra est passé de deux à cinq villages enquêtés. Cet élargissement permet d'avoir une meilleure image régionale, chaque village illustrant une question particulière de la région. Cette opération a été réalisée en 1998 à Marovoay, où deux villages de la rive gauche de la Betsiboka ont été enquêtés en complément de ceux de la rive droite. Enfin, pour l'observatoire d'Antalaha, deux nouveaux villages ont été introduits sur l'axe Sambava-Andapa, dans la zone d'intervention du projet de relance des cultures d'exportation financé par l'Union européenne. Ces extensions de la couverture géographique ont peu modifié la taille de l'échantillon de ménages enquêtés dans chaque observatoire ; elles ont été faites essentiellement en remplaçant les ménages sortis du panel par des ménages résidant dans les nouvelles zones d'enquête.

### Une enquête auprès des ménages

Au niveau des observatoires ruraux, l'unité d'observation est le ménage et non l'exploitation

Tableau 1

Population enquêtée dans les quatre observatoires en 1998

	Antalaha	Antsirabe	Marovoay	Tuléar	Total
Nombre de ménages	553	598	553	504	2 208
Population correspondante	2 850	3 581	3 192	2 934	12 557
Taille moyenne des ménages	5,2	6,0	5,8	5,8	5,7
Panel de ménages enquêtés en 1995, 1996, 1997 et 1998	297	288	303	227	1 115

Sources : Observatoires ruraux, 1995-1998 ; Madio.

agricole comme dans les enquêtes agricoles "classiques". Ce choix permet de bien saisir l'ensemble de la sphère d'activité de chaque individu, et d'opérer la distinction fondamentale, mais trop souvent occultée, entre monde rural et agriculture. En effet, si les ménages ruraux sont composés dans leur grande majorité de producteurs agricoles, d'éleveurs ou de pêcheurs, ils sont aussi parfois formés d'artisans, de commerçants, ou encore de salariés. De plus, l'enquête distingue pour chaque ménage l'activité principale (considérée comme telle par le ménage parce qu'elle lui procure l'essentiel de ses ressources et/ou mobilise la plus grande partie du temps de la main-d'œuvre familiale), et la ou les activités secondaires. La pluriactivité est très répandue et souvent essentielle à la survie des ménages ruraux : enquêter auprès des ménages permet précisément d'apprécier cette pluriactivité, et de distinguer les actifs concernés par les activités secondaires, qui ne sont pas nécessairement agricoles.

Les informations sont collectées sur la base des déclarations du chef de ménage et de son conjoint. Ces déclarations portent aussi bien sur des questions qualitatives que quantitatives. Les surfaces exploitées, les volumes de la production agricole, les quantités commercialisées sont ainsi calculés sur la base de la connaissance et de la mémoire des producteurs. En 1996, un test de vérification de surfaces a été réalisé sur un sous-échantillon de ménages : la mesure de la superficie des champs a été confrontée aux déclarations faites lors de l'enquête. Les résultats ont montré que les erreurs de déclarations ne comportaient pas de biais systématique, et s'annulaient en moyenne<sup>5</sup>.

### Une organisation délicate des opérations

#### *Le rôle clef des superviseurs*

La dispersion des sites sur l'ensemble de Madagascar et le travail dans des zones enclavées ont soulevé d'importants problèmes logistiques et ont obligé l'équipe responsable des observatoires ruraux à multiplier un certain nombre d'opérations. Dans le dispositif mis en place, les superviseurs d'enquête jouent un rôle essentiel. Deux ou trois superviseurs assurent le bon déroulement des opérations sur le terrain et la qualité des données collectées chaque année dans chaque observatoire. Le superviseur responsable d'un observatoire est un cadre permanent du projet Madio. Il est assisté d'un ou deux superviseurs adjoints, sélectionnés selon

leur expérience en matière d'enquête et leur niveau d'études ou de connaissance dans le domaine de l'économie rurale : ils sont titulaires au moins d'une licence en sciences économiques et sociales (économie, gestion, agronomie, histoire, géographie), et certains ont déjà participé à d'autres enquêtes du projet Madio. Dans la mesure du possible, ces superviseurs adjoints sont fidélisés et participent chaque année aux enquêtes des observatoires ruraux, afin d'être bien rodés à leur méthodologie. Les superviseurs organisent le travail et participent aux opérations de terrain de bout en bout, et travaillent ensuite sur les données. Leur présence dans les villages tout au long des enquêtes est un atout essentiel pour la qualité des enquêtes. Ce fonctionnement est original par rapport aux autres enquêtes réalisées en milieu rural, pour lesquelles les enquêteurs temporaires sont généralement beaucoup moins encadrés.

#### *Le recrutement et la formation des enquêteurs*

L'équipe d'enquêteurs est recrutée et formée sur place au niveau de chaque observatoire. En effet, afin de faciliter le contact avec les ménages enquêtés, et donc assurer une certaine qualité des résultats, les enquêteurs doivent être originaires de la région d'enquête (maîtrise des us et coutumes ainsi que du dialecte local pour faciliter la communication avec les enquêtés), mais non du village d'enquête (le questionnaire comporte des informations confidentielles). D'ailleurs le niveau d'études exigé (baccalauréat et si possible formation universitaire) ne permet généralement pas de recruter les enquêteurs en milieu rural. Les enquêteurs étant recrutés temporairement (pour la durée de la phase de terrain qui est de deux mois), un nouveau recrutement et une nouvelle formation ont lieu chaque année, car on ne retrouve pas toujours les mêmes enquêteurs d'une année sur l'autre.

Le recrutement des enquêteurs est réalisé avec l'aide des partenaires locaux de chaque observatoire. Les superviseurs font passer des tests écrits et oraux aux candidats, puis assurent une formation d'une semaine pour la dizaine d'enquêteurs retenus pour chaque observatoire. Cette formation porte essentiellement sur l'explication des objectifs du questionnaire et des modalités de remplissage, ainsi que sur une sensibilisation concernant l'esprit d'équipe et la manière d'aborder les ménages enquêtés. Des cas pratiques sont analysés. La formation se déroule en ville, dans des locaux prêtés par des partenaires ou dans des salles louées à des particuliers.

#### *La "phase d'intégration"*

Le travail d'enquête par questionnaire auprès des ménages ne démarre qu'après quelques jours de

<sup>5</sup> Pour des travaux plus systématiques sur la comparaison des méthodes déclaratives et des méthodes de mesures physiques, voir l'article de T. Marchant (1989) qui concluait qu'aucune des deux méthodes ne domine l'autre, du moins telles qu'elles sont utilisées couramment en Afrique.

présence dans le village, c'est-à-dire après une "phase d'intégration". Ce laps de temps est utilisé pour discuter avec les autorités (administratives ou traditionnelles). La restitution des résultats de l'enquête précédente est généralement effectuée à cette occasion.

L'équipe procède ensuite au dénombrement des ménages et à un éventuel tirage au sort. Durant ces quelques jours, les enquêteurs sont chargés de relever auprès des paysans les unités de mesure utilisées dans le village et de les convertir en unités standard (de masse ou de taille). Ces quelques jours permettent aux villageois de se familiariser avec la présence des enquêteurs.

#### *La phase d'enquête proprement dite*

L'entretien avec un ménage et le remplissage du questionnaire dure environ deux heures. En principe, le chef de ménage et son conjoint doivent tous les deux participer à l'entretien. Le nombre de ménages enquêtés est limité à 3 par jour pour chaque enquêteur : cette contrainte "autoritaire" a été instituée pour réduire les tentations de bâcler l'enquête. Chaque soir, les enquêteurs remettent les questionnaires remplis à leur superviseur qui leur indique les ménages à enquêter le lendemain.

Les superviseurs participent au quotidien à l'enquête auprès des ménages : organisation du travail des enquêteurs, validation le jour même des questionnaires remplis, ce qui permet de retourner dès le lendemain voir les ménages en cas d'erreur ou d'imprécision. Les superviseurs codent un certain nombre d'informations dès que les questionnaires sont remplis, et effectuent des tests de cohérence manuels entre différentes questions.

Cette organisation du travail est rare pour une enquête en milieu rural, car les conditions de vie dans les villages sont particulièrement dures et les cadres sont souvent réticents à résider plusieurs semaines d'affilée en brousse. La concentration des ménages enquêtés sur un espace très restreint permet d'organiser ce suivi rapproché, impossible à réaliser dans le cadre d'une enquête nationale. Ce dispositif est un atout très important pour la qualité et la fiabilité des résultats (tableau 2).

### **Le questionnaire**

Malgré la volonté d'alléger au maximum l'enquête pour ne pas lasser des ménages qui sont sollicités systématiquement chaque année, la complexité du monde rural (diversité des cultures et de l'élevage, activités agricoles et non agricoles) d'une part, et le parti pris de quantifier correctement les flux et les stocks, d'autre part, conduisent à un questionnaire relativement lourd, d'une dizaine de pages environ. Il est constitué d'un module de base commun à tous les observatoires chaque année, et de modules spécifiques, soit à chaque observatoire (par exemple le module vanille à Antalaha ou le module pêche à Tuléar), soit à une thématique retenue une année donnée (la question éducative, la répartition des tâches dans le ménage suivant le sexe, etc.).

#### **Le module de base**

Le choix des variables retenues dans cette partie du questionnaire accorde une très large place aux informations économiques (prix, quantités commercialisées ou auto-consommées, etc.), plutôt qu'aux informations techniques sur la structure des exploitations. Les informations recueillies concernent notamment les facteurs de production agricole

**Tableau 2**

**Caractéristiques des entretiens réalisés lors des quatre enquêtes de 1995 à 1998, par observatoire rural**

en %	Antalaha				Antsirabe				Marovoay				Tuléar			
	1995	1996	1997	1998	1995	1996	1997	1998	1995	1996	1997	1998	1995	1996	1997	1998
<b>Répondant à l'enquête*</b> :																
- chef de ménage	-	83	76	79	-	63	64	66	-	78	79	82	-	71	49	59
- conjoint	-	16	21	20	-	35	35	32	-	21	20	17	-	27	46	40
- autre	-	1	3	1	-	2	1	2	-	1	1	1	-	2	5	1
<b>Qualité de l'entretien** :</b>																
- bonne	63	56	73	49	85	39	24	15	41	40	51	44	73	60	44	32
- moyenne	35	40	25	49	15	55	68	81	55	51	43	48	26	36	50	65
- médiocre	2	4	2	2	0	6	8	4	4	9	6	8	1	4	6	3

\* Information non saisie en 1995.

\*\* La qualité est évaluée à partir de l'appréciation des enquêteurs sur le déroulement de l'entretien. Elle prend en compte deux facteurs : la réticence de l'enquêté et ses difficultés à répondre aux questions.

Sources : Observatoires ruraux, 1995-1998 ; Madio.

(le foncier, le travail et l'équipement agricole, etc.), et l'offre productive (production, auto-consommation, commercialisation). Le suivi des prix payés aux producteurs est aussi particulièrement important dans un contexte de libéralisation et de désengagement de l'État. Les activités hors exploitation agricole sont également prises en compte, en particulier pour les revenus monétaires qu'elles apportent aux ménages. Le questionnaire collecte aussi des informations sur le niveau de vie des ménages (dépenses monétaires, équipement de la maison ou moyens de transport), sur la scolarisation ou sur la sécurité alimentaire, en associant aspects quantitatifs et qualitatifs. L'ensemble des informations recueillies permet de dégager les logiques des producteurs en fonction des différents types d'exploitations.

### Les modules spécifiques

En complément du module de base, indispensable pour calculer le revenu des ménages, et du module spécifique à chaque observatoire, un thème particulier est approfondi chaque année. Par exemple, le questionnaire de 1997 a été conçu de manière à mieux comprendre les rôles respectifs des hommes et des femmes dans chaque activité du ménage. En 1998, un module sur les radios rurales a été ajouté à la demande de partenaires avec lesquels le projet Madio collabore dans le cadre des observatoires ruraux.

### "Unités paysannes" ou unités standardisées ?

Le choix des unités de mesure soulève un problème de méthode. En effet, les unités de surface, de masse ou de volume utilisées en milieu paysan ne sont pas standardisées et varient d'un village à l'autre. Exiger des paysans qu'ils répondent aux questions en utilisant les unités standard (kilogrammes, litres ou hectares), est le plus sûr moyen de s'éloigner de la réalité. Nous avons donc choisi de travailler avec les "unités paysannes". La production agricole est évaluée en *daba* ou *vata* (bidon d'huile ou de pétrole), en *zinga* (sorte de gobelet en métal), en *sobika* (paniers) ou en charrettes. Les surfaces rizicoles sont estimées en nombre de repiqueuses, en quantité de semences, en *kipa* (quantité de plants à repiquer). Dans chaque village, ces unités sont recensées et référencées par rapport aux unités standard avant le démarrage de l'enquête auprès des ménages. Ce travail doit être refait dans chaque village, car selon les localités, des noms identiques recouvrent parfois des unités différentes (par exemple, les bidons ou *daba* ont une contenance différente), et il n'y a pas non plus d'uniformisation des "unités paysannes" d'un village à l'autre. Après l'entretien avec chaque ménage enquêté, le questionnaire est revu par le

superviseur d'enquête et les "unités paysannes" sont converties en unités standard.

### Le calendrier et le coût des opérations

L'ensemble des opérations d'une campagne d'enquête sur les observatoires ruraux dure environ dix mois. Cette période se divise en trois phases (figure).

Durant la **phase préparatoire** de deux à trois mois, les responsables des observatoires ruraux élaborent et finalisent les questionnaires (modules de base et spécifiques). Ils mettent aussi au point les manuels et les documents techniques utilisés pendant la collecte des données, ainsi que les budgets estimatifs. En outre, les superviseurs regroupent les fournitures et matériels indispensables pour les opérations de terrain ; il s'agit en particulier des batteries de cuisine, des équipements de camping et des fournitures utilisées pendant les travaux d'enquête. Pendant cette phase préparatoire, une auto-formation de dix jours est organisée au niveau de l'ensemble des superviseurs, dans le but d'adopter les mêmes méthodologies, concepts et modalités d'accomplissement des tâches de collecte dans tous les observatoires ruraux.

La **phase de terrain** consiste à remplir et valider les questionnaires à partir des entretiens avec les ménages enquêtés. Pour cela, les enquêteurs recrutés (une dizaine par observatoire) suivent une formation d'une semaine avant de partir sur les lieux d'enquête avec les superviseurs, qui sont responsables de la qualité des questionnaires validés. En raison de calendriers agricoles décalés, et accessoirement de questions de moyens humains et logistiques, l'opération de collecte se fait en deux temps : de mi-juillet à fin août à Antsirabe et à Marovoay, de mi-septembre à fin novembre à Tuléar et à Antalaha.

La **phase de saisie, apurement et analyses** commence par l'élaboration du masque de saisie, du programme d'éclatement et de fusion des fichiers, et du programme de tests de cohérence. La saisie des données de Marovoay et d'Antsirabe s'effectue avant le démarrage de la deuxième période de collecte, afin que les responsables des observatoires ruraux puissent commencer le traitement et l'analyse. Par conséquent, une fois les données de la deuxième période de collecte apurées, il suffit de lancer les mêmes programmes. La rédaction des premiers résultats s'effectue pendant les mois de décembre et janvier, tandis que la publication annuelle des résultats intervient vers le début du mois de février.

Figure

## Calendrier type d'une campagne annuelle d'enquête pour les quatre observatoires ruraux

	Préparation	Terrain	Saisie, apurement, analyses
Avril	Élaboration des questionnaires d'enquête (modules de base et spécifiques)		
	Finalisation de la mise en forme des questionnaires en versions française et malgache		
Mai	Préparation des manuels de l'enquêteur et du superviseur, des tests de cohérence manuels, des documents de suivi, de la liste des ménages à enquêter		
	Élaboration des documents comptables et administratifs		
Juin	Regroupement des documents pour la restitution des résultats de l'année précédente (version malgache)		Élaboration du masque de saisie et du programme de tests
	Regroupement des matériels et fournitures pour les opérations de terrain		Élaboration du programme d'éclatement et de fusion des fichiers
Juillet	Auto-formation des superviseurs (10 jours)		
Août		Recrutement et formation des enquêteurs	
		Enquêtes et validation à Antsirabe et Marovoay	
Septembre			Saisie, vérifications, tests de cohérence et apurement
			Traitements statistiques et analyses des données d'Antsirabe et Marovoay
Octobre		Recrutement et formation des enquêteurs	
		Enquêtes et validation à Tuléar	
Novembre		Recrutement et formation des enquêteurs	
		Enquêtes et validation à Antalaha	Saisie, vérifications, tests de cohérence et apurement Traitements statistiques et analyses des données de Tuléar
Décembre			Saisie, vérifications, tests de cohérence et apurement
			Traitements statistiques et analyses des données d'Antalaha
Janvier			Rédaction et publication de la synthèse des résultats sur les 4 observatoires ruraux

Chaque année, dans chaque observatoire, l'équipe de collecte est constituée de superviseurs (2 ou 3), d'enquêteurs (10 à 12) et d'un chauffeur.

Depuis les opérations sur le terrain jusqu'à la publication des premiers résultats, le coût annuel des quatre observatoires ruraux est de l'ordre de 100 000 francs français (tableau 3). Le coût moyen d'une enquête annuelle pour un observatoire rural est de l'ordre de 25 000 francs français, mais dépend de différents facteurs (distance à la capitale, accessibilité, possibilité d'hébergement des enquêteurs, etc.). Quant au coût d'un questionnaire validé, il est en moyenne de 50 francs français, soit un montant tout à fait raisonnable pour ce type d'enquêtes.

## Un instrument de connaissance original sur les campagnes

### Un outil complémentaire des enquêtes agricoles classiques

Après avoir exposé la méthodologie des observatoires ruraux, on est en droit de s'interroger sur la place qu'occupe ce système d'enquêtes par rapport au dispositif de statistiques agricoles traditionnel. Cette interrogation est d'autant plus légitime que les observatoires ruraux ont été souvent perçus comme un concurrent direct (et donc mal venu) par les responsables du ministère de l'Agriculture malgache.

Il faut bien insister sur le fait que les observatoires ruraux n'ont aucune vocation à fournir des données globales sur l'agriculture malgache au niveau national, ni même d'ailleurs au niveau régional. Le choix des villages comme la stratégie de sondage n'ont volontairement pas été conçus dans cette perspective. Donc extrapoler des chiffres sur les surfaces cultivées, les volumes globaux de produc-

tion, les quantités commercialisées par produit ou les rendements, indispensables pour élaborer les comptes nationaux, ne relève pas des observatoires ruraux, mais de l'appareil statistique agricole.

Si en terme statistique, chaque observatoire ne représente que lui-même, son objectif premier est d'illustrer une problématique particulière, liée à un questionnement économique spécifique, reflétant une partie de la diversité du monde rural à Madagascar. C'est pourquoi, dans les publications, les informations propres à chacun des quatre observatoires sont traitées séparément, et jamais agrégées.

Pourquoi dans ces conditions avoir choisi une telle approche qui ne satisfait pas au principal point fort de la méthode statistique, à savoir la représentativité ? Si du point de vue du statisticien d'enquêtes, l'absence de possibilités d'extrapolation constitue un handicap indéniable, la méthode des observatoires ruraux offre cependant un certain nombre d'avantages majeurs qui font défaut aux enquêtes agricoles plus classiques, du moins telles qu'elles sont pratiquées en Afrique, et en particulier à Madagascar.

En premier lieu, la concentration géographique des zones d'intervention facilite la gestion des enquêtes, qui constitue un écueil sur lequel sont venues buter nombre d'opérations statistiques en milieu rural. La modicité des coûts, la fiabilité des données (meilleur contrôle des opérations de terrain) et la réduction des délais de production des résultats (moins de trois mois après la fin de la collecte) sont autant d'atouts découlant de cette concentration géographique.

En outre, la constitution d'un panel d'unités d'observation (ménages) est le meilleur moyen de rendre compte des dynamiques individuelles au cours du temps. En effet, les enquêtes en coupe

Tableau 3

Budget annuel des observatoires ruraux, 1995-1998 (en francs français\*)

	1995	1996	1997	1998
Préparation des opérations de terrain	12 250	-	-	-
Reproduction des questionnaires	5 470	5 570	4 050	3 690
Fonctionnement des véhicules	5 010	17 130	7 010	6 620
Rémunération de l'équipe de saisie des données	8 330	8 120	8 430	6 680
Rémunération de l'équipe de collecte des données	52 600	57 080	58 240	69 980
Fournitures, équipement et loyers	6 860	5 260	3 300	3 740
Publication des premiers résultats	19 710	16 810	15 270	14 260
<b>Total</b>	<b>110 230</b>	<b>109 970</b>	<b>96 300</b>	<b>104 970</b>

\*La conversion en francs français a été faite sur la base du taux de change de la période d'enquête de l'année correspondante : 1 FF équivaut à 900 Fmg en 1995, 797 Fmg en 1996, 884 Fmg en 1997 et 936 Fmg en 1998.

transversale ne peuvent fournir que des agrégats et des données de structure. Elles n'offrent pas la possibilité d'analyser les comportements, reflétant à la fois la forte hétérogénéité individuelle et la dimension temporelle. L'approche par les ménages est aussi un atout pour comprendre la complexité des décisions qui se prennent à ce niveau, et qu'il est impossible d'appréhender correctement en partant des seules unités de production comme dans la plupart des enquêtes agricoles. C'est d'ailleurs ce niveau d'analyse que mobilisent les principaux développements de la micro-économétrie des ménages agricoles. Un exemple d'approche de ce type a été développé à partir des données des observatoires ruraux pour étudier les déterminants de l'offre rizicole des ménages malgaches (Robilliard, 1999).

De plus, et compte tenu de la faible taille des échantillons des enquêtes agricoles en Afrique (au mieux quelques milliers d'unités), certains thèmes spécifiques sont hors d'atteinte de ces enquêtes. Par exemple, les producteurs de vanille ne représentent qu'entre 1 et 2% des producteurs agricoles malgaches : il n'est pas possible de saisir leurs réactions à la libéralisation de la filière par une enquête réalisée à l'échelle nationale sur un échantillon représentatif de l'ensemble des exploitations agricoles. Pourtant, la vanille est un produit stratégique pour l'économie malgache et la qualité de la vanille produite s'est dégradée au cours des années 1990. La question posée dans le cadre de l'observatoire est donc de savoir si les changements intervenus dans l'organisation de la filière ont modifié les choix et les comportements des producteurs.

Par ailleurs, l'approche par les observatoires ruraux offre la possibilité d'enrichir l'interprétation des caractéristiques et des évolutions individuelles par la mobilisation à moindre frais d'informations extérieures à l'enquête, de type méso-économique. Ainsi, la concentration spatiale permet de collecter, avec des coûts marginaux faibles, des informations sur les structures intermédiaires disponibles (centres de soins, écoles, marchés, collecteurs), et ainsi de mieux apprécier les interactions entre offre et demande, l'enquête auprès des ménages ne fournissant des données que sur un des deux aspects de chaque marché (demande de santé ou d'éducation, offre de produits agricoles, etc.).

Enfin, dans le contexte de délabrement de la statistique agricole à Madagascar, les observatoires ruraux permettent de dégager des indicateurs et des ordres de grandeur pour les principaux paramètres de l'agriculture malgache, en l'absence de données disponibles au niveau national (par exemple l'évolution des rendements rizicoles ou la part des

activités secondaires dans le revenu monétaire). La diversité à la fois entre observatoires, et au sein même de chaque observatoire entre les différents villages enquêtés, offre des éléments de variabilité non négligeables. Ainsi, les rendements rizicoles observés sur les observatoires varient entre 1 tonne à l'hectare pour des zones non spécialisées (Antalaha, Antsirabe) et 2 tonnes à l'hectare pour l'un des deux grands greniers à riz du pays (Marovoay) ; ces résultats donnent de bonnes raisons de penser que le chiffre officiel de plus de 2 tonnes à l'hectare en moyenne nationale pour les rendements rizicoles, est largement surestimé (Roubaud, 1997).

En fait, les observatoires ruraux constituent la seule opération statistique d'envergure menée avec succès depuis le milieu des années 1980 en milieu rural à Madagascar. En effet, bien que Madagascar reste un pays essentiellement agricole (l'effectif de la population agricole représente plus de 80% de la population totale, soit plus de 10 millions de personnes), l'état de l'appareil statistique agricole ne permet pas d'avoir une image précise du secteur.

Le dernier recensement national de l'agriculture date de 1984, et ce n'était d'ailleurs pas un recensement exhaustif, mais une enquête sur un échantillon d'environ 3 000 exploitations. Par la suite, la FAO a financé jusqu'en 1992 des enquêtes annuelles sur un nombre restreint d'exploitations et d'une fiabilité limitée. L'enquête permanente auprès des ménages (EPM) réalisée en 1993 auprès d'un échantillon de 4 500 ménages, dont 3 050 ménages agricoles, comprenait un module sur les exploitations agricoles, qui a fourni une image complémentaire du secteur agricole. Cependant, ces différentes sources soulèvent des problèmes de cohérence. Les projections du service des statistiques agricoles du ministère de l'Agriculture et les données de l'EPM présentent ainsi des divergences majeures. Par exemple, pour une production totale de paddy de l'ordre de 2 millions de tonnes dans les deux sources, les surfaces cultivées sont estimées à 2 millions d'hectares dans l'EPM contre 1 million dans les statistiques du ministère de l'Agriculture, ce qui induit des rendements variant du simple au double (1 et 2 tonnes à l'hectare respectivement).

Plus récemment, les bailleurs de fonds, conscients des lacunes dans le domaine de la statistique agricole, et de l'urgence du besoin de disposer de données fiables sur les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, notamment pour la confection de comptes nationaux solides, ont accordé des financements pour des enquêtes nationales. Pour la campagne 1995-96, une enquête relativement légère axée sur le secteur rizicole a été

réalisée par le service des statistiques agricoles du ministère de l'Agriculture, sur financement de l'Agence française de développement. L'Union européenne a aussi débloqué 700 000 écus pour une enquête agricole de base en 1998-99. Dans les deux cas, les résultats n'ont pas été à la hauteur des objectifs. Si la première enquête a bien eu lieu, seul un premier rapport provisoire sur la structure des exploitations est paru, tandis que les publications définitives n'étaient toujours pas livrées au bout de 4 ans. Quant à l'enquête de base, une évaluation a préconisé sa suspension après les opérations de dénombrement, tant le bilan était catastrophique (Delorme, 1999). Autant dire que Madagascar ne disposera pas de statistiques agricoles nationales avant longtemps, et que les observatoires ruraux ont encore de beaux jours devant eux.

### Une enquête mensuelle de suivi des prix à la consommation en milieu rural

L'enquête sur les observatoires ruraux permet de suivre chaque année l'évolution des prix payés aux producteurs, mais pas celle des prix à la consommation. Or ces derniers sont incontournables pour apprécier la dynamique réelle du pouvoir d'achat des ménages ruraux. La mobilisation de l'indice officiel des prix à la consommation est peu pertinente, dans la mesure où celui-ci concernait uniquement la capitale, et son extension ne couvre que les sept plus grandes villes du pays, pas le milieu rural<sup>6</sup>.

C'est pourquoi, dès la fin 1996, le projet Madio a mis en place un indice des prix à la consommation sur les observatoires ruraux (IPC-OR). Pour chaque observatoire, près de 50 produits de première nécessité font l'objet de 3 relevés de prix mensuels, directement sur les lieux de consommation où s'approvisionnent les ménages ruraux. Une personne de référence, résidant en permanence dans les villages enquêtés, est chargée de ce travail moyennant rémunération. Les questionnaires sont ensuite acheminés à Antananarivo, et l'IPC-OR peut être calculé, grâce aux pondérations spécifiques issues de l'enquête annuelle menée sur les observatoires ruraux.

Les principaux résultats dérivés de l'IPC-OR sont :

- la comparaison du niveau et de l'évolution des prix pour chaque observatoire avec ceux de la grande ville la plus proche (en niveau, pour mesurer le "prix de l'enclavement", et en évolution, pour apprécier l'intégration des marchés). Cette analyse peut être menée au

niveau agrégé, ou pour des produits importants tels que le riz ;

- la comparaison des prix à la production et à la consommation, pour le riz notamment, qui permet d'estimer l'évolution de la part reversée aux producteurs ;
- le calcul d'un indice pour déflater le revenu et la consommation ruraux en valeur, estimés dans l'enquête annuelle, notamment pour mener une analyse de la pauvreté.

Les premières analyses concernant l'IPC-OR ont été livrées dans la publication concernant la campagne d'enquête 1998 sur les observatoires ruraux.

### La production d'un film sur la méthodologie et les résultats des observatoires ruraux

À côté des supports traditionnels de valorisation des enquêtes (premiers résultats descriptifs, études thématiques), les observatoires ruraux ont fait l'objet d'un documentaire vidéo, intitulé *Paysages de campagne : les observatoires ruraux pour le suivi du monde rural à Madagascar* (Hubert, 1999). La mobilisation des nouvelles technologies de l'information a semblé judicieuse pour mieux faire connaître les résultats scientifiques tirés des observatoires ruraux. En effet, à Madagascar comme dans de nombreux pays en développement, l'accès aux documents écrits reste l'apanage d'une petite minorité de la population, dont les paysans sont le plus souvent exclus. Le film scientifique constitue un formidable instrument de diffusion des résultats de recherche, en direction d'un public rarement destinataire de ces résultats. C'est pourquoi à partir de 1998, trois partenaires (l'Union européenne comme bailleur de fonds, le projet Madio comme maître d'œuvre des observatoires, et une équipe de professionnels de la vidéo) se sont associés pour réaliser un film sur les observatoires ruraux.

Avec ce documentaire, réalisé durant un an (entre juillet 1998 et juillet 1999), les trois partenaires se sont fixé plusieurs objectifs :

- mieux faire connaître la réalité des campagnes à Madagascar, à un public le plus large possible ;
- produire un instrument pédagogique pour tous les opérateurs du développement travaillant en milieu rural (administrations, organisations non gouvernementales, groupements paysans, etc.).

Évidemment, les premiers destinataires du film étaient les enquêtés eux-mêmes. Lors des séances de restitution des résultats, le film a pu servir de base de discussion sur l'intérêt des enquêtes et des analyses qui en sont tirées. Mais le public ciblé allait bien au-delà des enquêtés. À l'aide de ce

<sup>6</sup> Voir l'article d'Andriamampianina Rakotomalalo et Rachel Ravelosoa de ce numéro de *Statéco* sur l'indice des prix à la consommation.

documentaire, il est devenu possible de montrer aux paysans d'une région, le mode de vie et les problèmes rencontrés dans d'autres régions. Cette démarche prend tout son sens compte tenu de l'extrême diversité et de l'enclavement des campagnes malgaches. La population urbaine est tout aussi concernée. Les écarts de mode de vie entre villes et campagnes ayant tendance à s'accroître, tandis que les liens se distendent, les habitants des villes, et plus spécifiquement les jeunes générations, perdent le contact avec le monde rural où vit pourtant la majorité des Malgaches.

Comme instrument pédagogique, le documentaire a servi à faire connaître aux organismes intéressés par la perspective de la création d'un réseau d'observatoires ruraux, la démarche des observatoires et les principales difficultés des enquêtes en milieu rural. Il a servi de point de départ dans le cadre de débats télévisés sur l'agriculture, et a aussi été diffusé dans des institutions scolaires, en attendant une plus large commercialisation.

---

### **La perspective de la mise en place d'un réseau d'observatoires ruraux à Madagascar**

---

Au bout de quatre années d'expérience, et après un processus de tâtonnement propre à toute innovation, la méthodologie des observatoires ruraux a démontré sa viabilité. Elle est passée d'une première phase expérimentale, où tout était à construire, à une phase de production courante. On peut ainsi qualifier les observatoires ruraux de véritable dispositif d'informations, avec des objectifs clairement identifiés, un calendrier, des procédures de collecte et de traitement standardisées, des équipes formées et fidélisées, toute cette instrumentation débouchant sur l'élaboration d'indicateurs de suivi des campagnes, et la publication de documents bien définis. Il convient de s'interroger sur l'avenir de ce système d'informations, et les perspectives doivent être envisagées dans deux directions : la consolidation de l'existant, et les possibilités d'extension.

#### **La consolidation des acquis des quatre observatoires du projet Madio**

À l'instar des autres activités du projet Madio, la prolongation des observatoires ruraux a été décidée. Ce résultat est déjà un signe de réussite, dans la mesure où les bailleurs de fonds de Madio ont jugé nécessaire de prolonger l'expérience novatrice des observatoires.

#### **Pallier la fragilisation induite par le retrait des chercheurs de l'IRD**

Cependant, malgré les acquis, la pérennisation des observatoires ruraux n'est pas une opération de simple routine. À la différence des autres enquêtes mises en place par le projet Madio, l'Instat n'a jamais manifesté d'intérêt pour reprendre à son compte les observatoires ruraux : les statistiques agricoles sont du ressort du ministère de l'Agriculture, et la méthodologie des observatoires ruraux ne correspond pas au dispositif habituel des statistiques officielles. Ainsi, le retrait des chercheurs de l'IRD à la fin du premier semestre 1999 a impliqué que les campagnes suivantes d'enquêtes soient totalement assurées par l'équipe malgache des observatoires au sein de Madio. Cette fragilisation, qui a affecté l'ensemble des activités du projet Madio, a été plus sensible dans le cadre des observatoires, dans la mesure où c'est l'opération pour laquelle le processus de transferts a été le plus faible. Les compétences respectives du géographe de l'IRD co-responsable des observatoires et des autres membres de l'équipe, plus quantitativistes mais moins expérimentés, avaient conduit à une division du travail peu favorable à la maîtrise de l'ensemble du processus par l'équipe malgache. Pour des raisons d'efficacité à court terme, un partage des tâches relativement étanche avait été instauré, l'ensemble des opérations techniques et de terrain étant prises en charge par l'équipe malgache, tandis que les opérations en aval, tout particulièrement la rédaction finale de la publication des premiers résultats, incombaient principalement au géographe de l'IRD. Cependant, depuis 1999, de gros efforts ont été consentis pour que l'ensemble des étapes de production des résultats soient parfaitement maîtrisées localement, jusqu'à la rédaction des premiers résultats, sans baisse de qualité.

#### **Valoriser les bases de données**

De façon plus structurelle, les données des quatre enquêtes successives réalisées de 1995 à 1998 n'ont pas été suffisamment valorisées. Très peu d'études thématiques ont été produites à partir des fichiers d'enquêtes, au-delà de la livraison des premiers résultats. Cette lacune s'explique par un cycle annuel de production de base trop long, l'équipe réussissant à boucler une campagne d'enquête au moment où doit être engagée la préparation de la campagne suivante. Avec la routinisation des procédures d'enquête, il est raisonnable d'envisager un cycle d'enquête de six mois jusqu'à la publication des premiers résultats, laissant libres les six autres mois de l'année pour une valorisation intensive des données. En effet, les bases de données existantes sont particulièrement riches et sans équivalent à Madagascar, soit pour des travaux

de micro-économétrie classiques exploitant la richesse du panel (fonctions de production, systèmes de dépenses, rendements, etc.), soit pour traiter des thèmes spécifiques et transversaux, qu'ils correspondent à des modules inclus chaque année (sécurité alimentaire), ou à des modules ponctuels (éducation, partage des tâches au sein du ménage, etc.).

### **Intégrer la dimension méso-économique**

Le dispositif des observatoires ruraux est fondé sur deux systèmes d'enquêtes : l'enquête annuelle auprès des ménages, et les relevés de prix pour le calcul de l'indice mensuel des prix à la consommation des produits de première nécessité. Or, il avait été prévu d'enrichir cette approche par le recueil d'informations, éventuellement plus qualitatives, au niveau méso-économique des collectivités locales, des infrastructures économiques et sociales et des agents stratégiques (collecteurs, transporteurs, notables, etc.). L'ancrage sur le terrain des observatoires ruraux se prête particulièrement bien à la prise en compte de ces institutions et acteurs intermédiaires, qui fait la richesse de l'approche monographique. Leur importance pour la compréhension des phénomènes avait aussi été diagnostiquée par le programme DSA (Dimensions sociales de l'ajustement en Afrique subsaharienne) de la Banque mondiale, qui comprenait une enquête communautaire, à côté des enquêtes statistiques auprès des ménages plus classiques (Dubois, 1996). Cette composante méso-économique des observatoires ruraux, encore peu développée, devrait faire l'objet de nouvelles investigations, ce qui permettrait d'intégrer l'approche actuelle d'étude micro-économique du comportement des ménages, avec d'autres voies de recherche comme l'analyse des filières ou l'économie des institutions.

### **La création d'un réseau d'observatoires ruraux à Madagascar**

Au-delà de l'approfondissement du dispositif en place, une seconde perspective s'ouvre en matière d'extension géographique des observatoires ruraux.

Il est vite apparu que les observatoires, par leur concentration géographique, qui constitue un défaut pour des analyses représentatives, répondent bien à la demande des projets de développement qui cherchent à évaluer l'impact de leurs interventions, localisées dans des zones spatialement circonscrites. Or les instruments d'évaluation des projets de développement ne sont pas adaptés. Ils se fondent sur des indicateurs de ressources (montants décaissés) et des indicateurs d'utilisation des ressources (nombre de puits creusés, nombre d'écoles réhabilitées, nombre de paysans ayant

bénéficié d'un micro-crédit, etc.). En revanche, les indicateurs de résultats font défaut. Aussi, les responsables de projets pilotent leurs actions à l'aveuglette, sans être capables de vérifier si elles ont eu un impact durable sur le bien-être des bénéficiaires. Mis en place sur des sites d'intervention de projets, le dispositif des observatoires permettrait de répondre à ce besoin d'évaluation des résultats.

Dès 1996, le délégué de l'Union européenne à Madagascar s'est montré particulièrement intéressé par cette mobilisation potentielle des observatoires ruraux, non plus dans une seule perspective de recherche, mais dans un but directement opérationnel. Les discussions engagées alors ont débouché sur la création officielle d'un véritable réseau d'observatoires ruraux en avril 1999, en présence du ministre de l'Agriculture et des bailleurs de fonds impliqués (Droy et Parent, 1999).

Ce réseau se fixe un triple objectif :

- étendre le maillage du dispositif des observatoires ruraux du projet Madio à d'autres zones, réparties sur toute l'étendue du pays, en fonction de problématiques particulières reflétant la diversité des situations des campagnes à Madagascar. En l'absence de statistiques agricoles fiables, les informations fournies par le réseau d'observatoires sont jugées indispensables pour la définition de politiques rurales adaptées ;
- fournir des instruments pour mesurer l'impact local des actions de développement en milieu rural ;
- créer un forum d'échange d'informations entre différents opérateurs qui œuvrent en milieu rural afin de capitaliser les expériences (bilan des échecs et des succès).

L'atelier de lancement du réseau des observatoires ruraux a été organisé par l'Unité de politique et de développement rural (UPDR) du ministère de l'Agriculture, chargée de faire remonter les résultats du réseau au niveau des instances décisionnelles de la politique agricole. Il s'est déroulé du 24 mars au 1<sup>er</sup> avril 1999, en présence de tous les partenaires. Le projet Madio en a assuré l'animation scientifique avec l'appui de deux consultants internationaux ayant une expérience dans le domaine des observatoires, soit dans le cadre de Madio, soit à l'IRD. Cet atelier a permis d'aborder les problèmes méthodologiques que pose la mise en œuvre du réseau : choix des différents sites et représentativité régionale, collecte des informations sur le terrain, saisie, apurement, analyse des données, publication des résultats à travers des documents de synthèse. Les débats qui ont suivi chacune des présentations ont permis de s'accorder sur une démarche unique,

propre au réseau. Le questionnaire d'enquête adopté comprend un tronc commun, homogène pour tous les observatoires et directement inspiré du questionnaire des observatoires de Madio, ainsi que des modules spécifiques à chacune des problématiques propres à chaque observatoire. La première campagne d'enquêtes pour le réseau formé de 13 observatoires (y compris les 4 observatoires du projet Madio) a eu lieu en 1999.

Le réseau a été étendu en 2000 à 17 observatoires (figure 2), associant chacun un opérateur (organisation non gouvernementale, bureau d'études, etc.) chargé de la mise en œuvre et un bailleur de fonds qui assure le financement. En dehors des observatoires du projet Madio, quatre bailleurs de fonds sont associés dans cette opération : l'Union européenne, la Coopération française, la Coopération allemande (GTZ) et la Coopération suisse. Les nouveaux observatoires ont adopté le modèle mis en place par le projet Madio, chargé par ailleurs d'assurer la coordination technique du réseau (transfert de méthodologie, label de qualité, etc.). Le coordonnateur du réseau est ainsi un membre du projet Madio. Le transfert des compétences vers d'autres opérateurs permet une décentralisation d'une partie des opérations. Mais l'unité de la méthodologie doit être préservée des tendances centrifuges, afin d'obtenir des données comparables d'un groupe d'observatoires à un autre.

Pour le projet Madio, la création de ce réseau d'observatoires ruraux est particulièrement intéressante. D'une part, elle consacre l'approche par les observatoires, et lui donne une nouvelle dimension méthodologique : celle de l'évaluation des projets de développement. D'autre part, et du strict point de vue de la recherche, elle offre la possibilité d'un meilleur suivi du milieu rural à Madagascar, et l'opportunité de valider sur un champ plus large des hypothèses testées dans le cadre plus restreint des quatre observatoires de Madio. À terme, ce réseau pourrait servir de modèle dans d'autres pays (Dubois, 1999).

Mais la réussite de cette extension des observatoires ruraux n'est pas acquise d'avance. Ainsi, dès 1997, une première extension de quatre observatoires au sud de Madagascar avait été entreprise dans le cadre du projet "Relance du Sud", à la demande de la cellule Sécurité alimentaire de l'Union européenne. Si cette opération a abouti, elle a cependant connu de sérieux problèmes, notamment en matière de qualité des données, malgré la supervision de Madio. Cette expérience confirme la difficulté de mener à bien des enquêtes statistiques, lorsque l'opérateur qui en a la charge n'est pas un spécialiste de la question. Gageons que les problèmes rencontrés alors serviront de garde-fou à l'avenir.

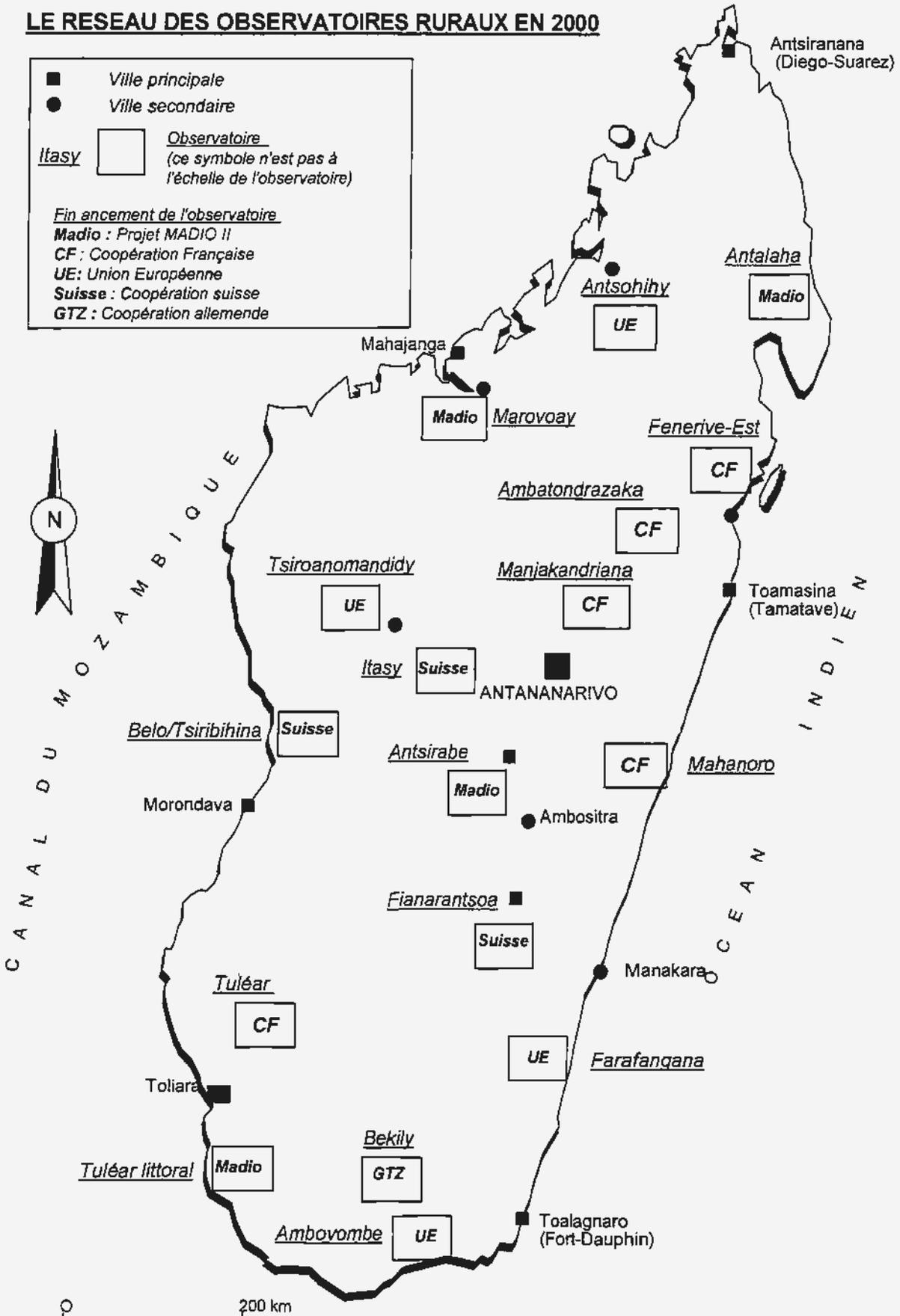
---

## Conclusion

---

Le bilan des observatoires ruraux mis en place par le projet Madio peut être jugé positif. Cette méthodologie au départ expérimentale a fait la preuve de son intérêt, aussi bien en termes de conduite des enquêtes, que de qualité des données collectées, ou de pertinence des résultats produits pour l'analyse de l'évolution du monde rural à Madagascar. Du fait de la défaillance du système officiel de statistiques agricoles, les observatoires ruraux permettent d'avoir des informations, certes localisées, mais à jour et fiables, sur l'évolution du monde rural au cours de la période clef de la transition économique. La capitalisation de cette expérience et l'augmentation du nombre de sites d'enquêtes offrent des perspectives intéressantes de développement de cette approche, qui pourrait avoir des débouchés dans d'autres pays. Les observatoires ruraux sont plus complémentaires qu'alternatifs au dispositif statistique traditionnel, qui, il faut l'espérer, pourra être réhabilité dans les années à venir, afin que les synergies entre ces deux modes d'observation puissent être explorées.

## LE RESEAU DES OBSERVATOIRES RURAUX EN 2000



## Références bibliographiques

- Clignet R. (éd.) (1998), *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*. - Paris, Éditions de l'Orstom, 302 p. (collection Colloques et séminaires).
- Delorme P. (1999), *Rapport de mission Statmad. Mission de suivi de juin 1999*. - Luxembourg, CESD-Communautaire.
- Droy I. (1995), *Volet "agriculture et activités rurales" du projet Madio : propositions de travail*. - Antananarivo, Madio, 16 p. (Document technique n° 9501).
- Droy I. et Parent M. (1999), *Les observatoires ruraux à Madagascar : de l'expérience du projet Madio à la création d'un réseau "Observatoires ruraux"*. - Antananarivo, Madio.
- Droy I. et Ratovoarinony R., *Rapport de synthèse méthodologique sur les opérations de la campagne des observatoires ruraux*. - Antananarivo, Madio (publication annuelle de 1995 à 1998).
- Dubois J.-L. (1996), "Quels systèmes d'information pour les politiques de lutte contre la pauvreté ?", *Cahiers des sciences humaines*, vol. 32, n° 4, p. 869-891. - Paris, Éditions de l'Orstom.
- Dubois J.-L. (1998), "La longue marche vers les observatoires", in : Clignet R. (éd.), *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, p. 173-195. - Paris, Éditions de l'Orstom, 302 p. (collection Colloques et séminaires).
- Dubois J.-L. (1999), *Atelier sur la mise en place du réseau "Observatoires ruraux" et journée d'information. Antananarivo, 24 mars-2 avril 1999. Rapport de mission*. - Paris, Dial.
- Hubert G. (1999), *Paysages de campagne : les observatoires ruraux pour le suivi du monde rural à Madagascar*, documentaire vidéo, 56 minutes.
- Madio, *Un aperçu de l'état des campagnes malgaches. Premiers résultats de la campagne annuelle des observatoires ruraux*. - Antananarivo, Madio (publication annuelle de 1995 à 1998).
- Marchant T. (1989), "Évaluation des méthodes d'estimation de la production céréalière. Carrés de rendement et déclarations des exploitants. Résultats d'une étude méthodologique dans cinq pays d'Afrique", *Statéco*, n° 58-59, p. 167-186. - Paris, Insee.
- Pesneaud F. (1997), "La riziculture des Hautes-Terres de Madagascar : les performances bridées d'un système de production", *Économie de Madagascar*, n° 2, p. 89-111. - Antananarivo, Banque centrale de Madagascar / Instat.
- Piron M. (1996), "Systèmes d'information et observatoires en sciences sociales : quel impact sur les démarches de recherche ?", *Cahiers des sciences humaines*, vol. 32, n° 4, p. 765-784. - Paris, Éditions de l'Orstom.
- Piron M. (1998), "Quelques réflexions sur l'exploitation statistique de données d'observatoires socio-économiques", in : Clignet R. (éd.), *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, p. 225-240. - Paris, Éditions de l'Orstom, 302 p. (collection Colloques et séminaires).
- Rakotomanana F. (1994), *État des statistiques agricoles à Madagascar : diagnostic et propositions*. - Antananarivo, Madio, 13 p. (Document technique n° 9405).
- Robilliard A.-S. (1999), "L'offre de riz des ménages agricoles malgaches : étude économétrique à partir d'enquêtes transversales", *Économie de Madagascar*, n° 4, p. 265-284. - Antananarivo, Banque centrale de Madagascar / Instat.
- Roubaud F. (1997), "La question rizicole à Madagascar : les résultats d'une décennie de libéralisation", *Économie de Madagascar*, n° 2, p. 37-61. - Antananarivo, Banque centrale de Madagascar / Instat.